

COLLOQUE INTERNATIONAL

Diversité et durabilité des **modèles agricoles coopératifs** dans un contexte de crises de la mondialisation

Paris, 6 - 7 novembre 2012



LES LEÇONS ET ENJEUX DU COOPÉRATIVISME AGRAIRE À CUBA

Jacques MARZIN

UMR ART-Dév

Centre International de Recherche
Agronomique pour le Développement

Montpellier

jacques.marzin@cirad.fr

Prochainement, le mouvement coopératif agricole à Cuba s'ouvrira à de nouvelles fonctions de service, d'approvisionnement, de commercialisation. Il ne concerne cependant jusqu'à présent que la production. De multiples formes coopératives y diffèrent par le niveau et les types de mises en commun des moyens de production. L'expérience de 50 ans de ces coopératives de production (et donc leur évolution sur plusieurs générations) est précieuse dans une activité comme l'agriculture où les investissements nécessitent des temps d'amortissement longs et posent des problèmes de transmission intergénérationnelle particuliers. Cette expérience peut-elle éclairer les innovations dans le secteur coopératif des CUMA en France (notamment CUMA intégrales) qui permettent de normaliser les conditions de travail des agriculteurs (temps de loisirs, insertion dans les dynamiques sociales hors agriculture ...) en collectivisant le travail ?

Mots clés : (arial 11)

CUBA ; COOPERATIVISME ; UBPC ; REFORME AGRAIRE ; CUMA.

Classification : JEL

LECONS ET ENJEUX DU COOPÉRATIVISME À CUBA

1 INTRODUCTION

La République de Cuba importe environ 70 % de sa consommation alimentaire, pour un coût en devise de l'ordre 1.5 milliards d'euros. C'est la raison pour laquelle elle s'est engagée dans de profondes transformations de son agriculture : arrivée de nouveaux actifs, extension du domaine marchand, modification réglementaire concernant les coopératives, prochaines ouverture de magasins d'intrants dans une stratégie de substitution aux importations. Le secteur privé, largement organisé sous forme de coopératives de production, joue un rôle clef dans la réussite de ces évolutions. Avec 24 % de la SAU, il produit 57 % de l'alimentation (Nova, 2011b).

Cet article présente la première partie d'un travail de recherche qui vise à analyser, à 10 ans d'intervalle, le développement de 25 coopératives agricoles cubaines, appartenant aux trois principaux types. Il a mobilisé à la fois une analyse bibliographique des dynamiques agraires et des systèmes coopératifs, mais aussi l'étude des principaux textes réglementaires régissant le fonctionnement de l'agriculture non étatique cubaine. Les conséquences institutionnelles de ces évolutions ont été mises en perspective grâce à la connaissance des réalités agraires cubaines qu'a acquise l'auteur grâce à un partenariat de plus de 10 ans (1).

L'article synthétise le cadre historique de l'agriculture cubaine et de ses coopératives. Il en explicite la configuration complexe, et pointe ses spécificités. Il discute ensuite les enjeux de ce secteur, et discute les leçons qui peuvent en être tirées.

2 LE CADRE HISTORIQUE

2.1 Une agriculture familiale longtemps marginale

À Cuba, l'agriculture familiale a été longtemps marginale au regard des autres formes de production de grande échelle (latifundia, agro-business, fermes d'État).

2.1.1 Un héritage colonial

La ruralité s'y est construite autour de « *villas* ». À l'exception de deux zones d'agriculture paysanne (Pinar del Rio et Holguín) avec un habitat dispersé, le reste du territoire s'est organisé autour de centres urbains et de centrales sucrières ou bâtiments des latifundiums où se concentraient les travailleurs (la plupart, esclaves, dans les « *bateys* ») et les colons les plus pauvres.

Cette organisation spatiale s'est peu transformée au cours du XIX^e siècle, malgré l'arrivée d'un colonat d'origine européenne dans les zones de production sucrière, qui visait à éviter que la faible population de l'île (1 million en 1841, soit une densité de 9 habitants par km² ; 2 millions en 1907) ne devienne à majorité d'origine africaine. À cette même date, le secteur

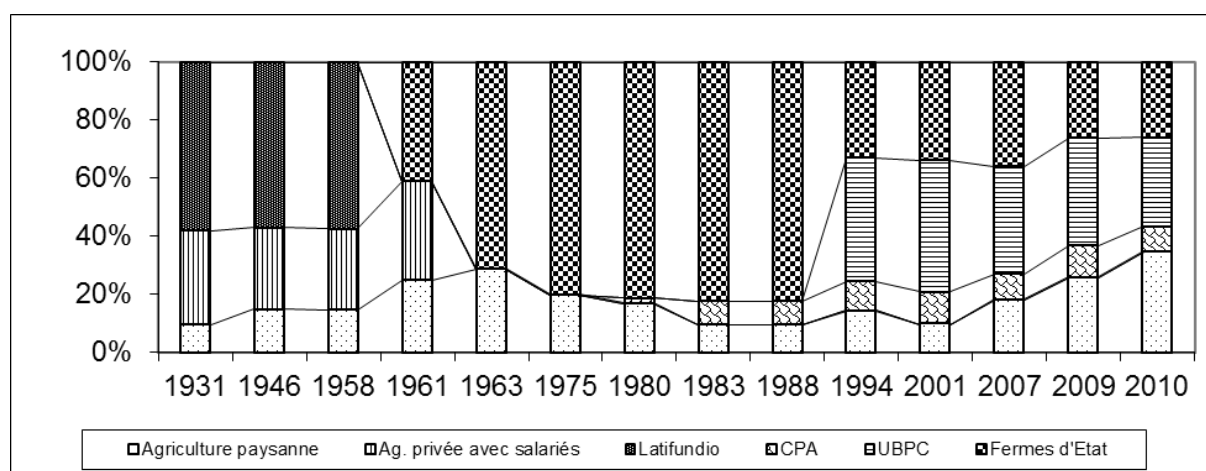
¹ Que soient ici particulièrement remerciés Juan José León, dont les responsabilités (comme ancien Vice-Président de l'Anap et ancien Directeur des Relations Internationales du Ministère cubain de l'Agriculture), et Teodoro López Betancourt, ancien responsable du système de Vulgarisation Agricole, qui ont bien voulu répondre à mes questions et me faire partager leur extraordinaire « *convivencia* » avec les agriculteurs cubains.

primaire (agriculture, pêche, mines) ne dépassait pas 48 % de la population active (recensement de 1907). La surface mise en valeur par l'agriculture paysanne a longtemps été inférieure à 20 % de la surface agricole utile. C'est la situation au début du XX^e siècle, au cours duquel des évolutions plus fortes vont se dérouler, comme le montre la figure N°1,

2.1.2 Une longue compétition avec l'agriculture à grande échelle

L'agriculture cubaine se développe autour de produits d'exportation (sucre, agrumes et tabac) et de produits vivriers tropicaux. Les deux premiers produits sont issus d'une agriculture capitaliste. Les capitaux américains y remplacent progressivement ceux de l'ancienne puissance coloniale. Les autres produits sont plus largement cultivés par l'agriculture familiale. Cette agriculture duale se maintiendra après la révolution de 1959, sous des formes renouvelées, l'agriculture capitaliste avec des salariés étant remplacée par des fermes d'État.

Figure N°1 : Évolution des formes de tenures à Cuba. 1931-2010.



Source : calculs de l'auteur sur la base des données issues de Carlos Rafael Rodríguez (1965), Deere (1995), Douzant Rozenfeld (1996), Valdés Paz (1997), ONE (2007), Guevara (2009), Piñeiro Harnecker (2012).

Après l'avènement de la révolution socialiste, les deux réformes agraires ont permis à des métayers, fermiers ou salariés agricoles d'accéder à la propriété (Alvarez, 2006). C'est le premier pic de l'agriculture paysanne. L'articulation de la réforme agraire avec des réformes sociales de profondeur (alphabétisation, remembrement, villagisation, scolarisation, bourses d'études, développement de services publics dans des pôles urbains multiples) a paradoxalement favorisé la mobilité sociale des enfants de paysans, bénéficiaires de la réforme agraire, vers l'administration publique d'encadrement de la production agricole, et plus généralement vers les autres secteurs productifs (Jiménez, 2003). La transmission de la terre en propriété ne pouvait se faire que par héritage, et avec la condition d'une mise en valeur propre, aucun marché foncier n'étant toléré. Jusqu'en 1990, l'agriculture paysanne semblait donc vouer à s'éteindre progressivement.

2.1.3 Renaissance de l'agriculture familiale avec l'effondrement du bloc socialiste européen

Cependant, cette tendance s'est infléchie avec l'effondrement du bloc socialiste européen, qui a mis fin à la division internationale des productions du camp socialiste, et donc à la spécialisation cubaine sur le sucre (Valdés, 1997). L'agriculture paysanne, qui avait maintenu des pratiques agricoles utilisant peu d'intrants, a été fondamentale pour la redynamisation d'une production agricole diversifiée (Rosset, 2011), alors que l'agriculture d'État, fruit du modèle intensif de la Révolution Verte, s'effondrait. Les réformes de 1993,

visant à une décentralisation (notamment dans la commercialisation et la politiques de rémunération) et à une désétatisation de l'agriculture (transformation de fermes d'État en coopératives –les UBPC-) l'ont aussi renforcée (Deere, 1994). Elle a alors attiré de nouveaux actifs. Cela explique la complexité des formes de production cubaine, que le tableau N°1 tente de d'éclairer.

2.1.4 L'agriculture familiale d'aujourd'hui : paysans et néo agriculteurs, agriculture urbaine

La crise alimentaire de 2008, jointe au ralentissement économique qui fragilise les exportations cubaines de matières premières, renforce la nécessité d'une stratégie de substitution aux exportations. Si le secteur privé, avec 20 % des terres produisait 80 % de l'alimentation consommée sur l'île, de nombreuses terres restaient improductives (essentiellement dans les UBPC et les fermes d'État). La dernière phase de la réforme agraire, marquée par une attribution en usufruit de terres considérées comme inexploitées y répond en partie. Elle consiste en une croissance extensive de la production agricole, par la redistribution sous forme d'usufruit de terres arables non exploitées. Au 31 octobre 2012 (Delgado Guerra, 2012), 172 000 personnes et 2 200 entités juridiques ont été attributaires de 8.75 ha en moyenne soit une surface totale de 1 523 000 hectares. Cette surface correspond à 15 % de la SAU cubaine. Pour remettre cela dans une perspective française, cela correspondrait pour la France à la surface de l'ensemble des régions Aquitaine et Midi-Pyrénées.

Cela explique qu'aujourd'hui, l'agriculture familiale dépasse son niveau historique de mise en valeur de plus de 20 % de la SAU. C'est le second pic de l'agriculture paysanne. Bien qu'aucune publication ne puisse à ce jour affiner les portraits types de ces attributaires, le Ministère de l'Agriculture estime que la moitié d'entre eux sont des paysans qui agrandissent leurs exploitations, l'autre moitié étant des néo-agriculteurs. La plupart de ces derniers renforcent la dynamique de l'agriculture urbaine et péri-urbaine. Mais on peut donc dire que l'agriculture familiale cubaine n'est plus exactement ni agriculture paysanne, ni totalement rurale.

2.2 Un coopérativisme agricole multiforme

2.2.1 L'émergence de nouvelles formes de coopérativisme

Les coopératives avant la révolution cubaine ne concernaient pas spécifiquement le monde agricole. Il existait des coopératives de transport et de services, et le monde agricole était plutôt structuré sous formes d'associations (Piñeiro, 2012). La révolution cubaine a promu de profondes réformes agraires, initiant le développement du mouvement coopératif agricole, qui ne connaîtra cependant sa première loi qu'en 1982. Trois grands types de coopératives de production structurent le monde rural cubain (Tableau N°1):

- Les Coopératives de Crédit et Services (CCS). Elles ont été créées rapidement après la 2° réforme agraire (1963) pour faciliter l'organisation des bénéficiaires de la réforme agraire. Les paysans sont propriétaires de leurs terres, cultivent leur ferme de manière indépendant, mais se regroupent pour l'achat de matériel, et la commercialisation d'une partie de leurs produits (Rivera, 2006). Depuis les années 2000, certaines d'entre elles sont « *Fortalecidas* » si elles ont, entre autres, recruté un comptable et un administrateur pour leur gestion.
- Les Coopératives de Production Agricoles (CPA) ont été créées après le 1° congrès du Parti Communiste Cubain, en 1976. Les paysans privés y apportent leurs terres, qui deviennent une propriété collective, de même que les autres moyens de production. L'organisation du travail est elle aussi collective. Après une phase de centralisation, elles évoluent avec la création de sous unités où des collectifs réduits de coopérateurs ont plus d'autonomie. Elles peuvent faire dépasser le millier d'hectares.

- Les Unités de base de Production Collective (UBPC) ont été créées après 1993. Elles répondaient à la nécessité de décentraliser les fermes d'État (Pérez, 2006). La terre appartient à l'État, elle est donnée en usufruit à cette structure juridique. Les autres moyens de production appartiennent au collectif. Comme les CPA, une décentralisation progressive tend à recréer en leur sein de plus petites unités ayant plus d'autonomie (Nova, 2004).

Tableau N° 1 : Les principales formes actuelles de tenures à Cuba

	Fermes d'État	Unités de Base de Production Coopérative (UBPC)	Usufruitiers indépendants -	Coopérative de Production Agricole (CPA)	Coopératives de Crédit et de Services (CCS)	Producteurs Indépendants
sol	État	État : usufruit gratuit	État : usufruit gratuit	Collective : coopérateurs	Individuelle : coopérateurs Usufruitiers	Individuelle : producteurs
moyens de production	État	Collective : coopérateurs	Individuelle : producteurs	Collective : coopérateurs	Collective : coopérateurs	Individuelle : producteurs
Etatique			Coopératif			Individuel

Source : auteur

Durant les années 1978 et 1979, 11 Unions Municipales de Coopératives Agraires ont été testées (UCMA). Ces regroupements de coopératives (CCS et CPA) ont eu pour mission de développer des fonctions d'appui (approvisionnement, assistance technique, commercialisation). L'expérience a été écourtée car elle provoquait des recoupements avec les fonctions des entreprises d'État chargées des mêmes fonctions. Elles ont été les seules expériences de coopératives de second degré depuis le début de la révolution. Aucune synthèse ou publication ne permet d'en tirer les leçons.

2.2.2 Les spécificités du coopérativisme cubain

Le développement d'un système coopératif dans une économie socialiste induit des spécificités qui le distinguent de ceux existant dans les économies de marché :

- tout d'abord, tant que la nouvelle loi sur les coopératives n'est pas publiée, il s'agit uniquement de coopératives de production. Elles gardent donc une taille relativement réduite (de quelques coopérateurs à une grosse centaine, rarement plus). Cette taille se prête donc à un fonctionnement démocratique direct, sans structure intermédiaire. L'unité de lieu facilite aussi les contacts entre élus, dirigeants et coopérateurs.
- ensuite, les coopératives s'insèrent dans un système économique encore essentiellement marqué par une coordination hiérarchique. Il n'existe pas encore de marchés des intrants, ni des biens d'équipements : ils sont alloués par une entreprise spécialisée du Ministère de l'agriculture, au niveau des communes. La commercialisation reste en partie gérée par des entreprises d'État, et les formes privées de commercialisation (« *agromercados* » par exemple) nécessitent des conventions avec les pouvoirs politiques municipaux.
- enfin, ces coopératives de production diffèrent sensiblement par la forme de propriété du foncier (individuelle, collective ou étatique). Or il n'existe pas de marché du foncier agricole. Les fermes privées peuvent être transmises au sein de la famille du producteur, mais l'État est le seul acheteur possible si la famille ne souhaite pas garder le bien en l'exploitant. Cette dimension joue un rôle particulier dans la mesure

où il n'existe à ce jour pas de valeur patrimoniale ni de perspective de plus-value sur le foncier, et donc pas de spéculation sur la valorisation par un changement d'utilisation du sol (urbanisation), ni de complication dans les successions, puisque le foncier n'ayant pas de valeur marchande, il n'occasionne pas la nécessité de soultes entre héritiers.

2.3 Les réformes récentes et en cours

2.3.1 Les attributions de terres

En juillet 2008, le décret-loi 259 définit les modalités d'un vaste processus de redistributions de terres de l'État, considérées comme improductives (non cultivées, « *ociosas* »). Elles concernent aussi bien des personnes physiques que des personnes morales. Jusqu'aujourd'hui, le décret-loi limitait la surface des terres allouées à 40 ha. Le nouveau décret-loi N° 300, applicable le 9 décembre, augmente cette limite à 67 ha. Cette évolution de la taille des terres mises à disposition suppose soit le développement du salariat agricole, soit celui de la mécanisation, une famille ne pouvant mettre en valeur manuellement ou avec de la traction animale presque 70 hectares. Les attributions concernent essentiellement des terres dans les zones urbaines, ou en proche périphérie.

Les nouveaux attributaires peuvent soit rester indépendants, soit intégrer ou constituer des CCS. Avec le nouveau décret-loi N° 300, ils devront intégrer obligatoirement une structure coopérative, mais ils pourront choisir entre les différentes formes existantes (CCS, mais aussi CPA ou UBPC), et définir leur forme de participation dans les CPA ou UBPC (travail individuel ou collectif). Ce qui changera la nature de ces coopératives, car elles intégreront des personnes ayant et des trajectoires personnelles des droits fonciers différents. Une nouveauté importante est l'autorisation donnée aux usufruitiers de construire une maison et des bâtiments agricoles sur le terrain octroyé. Ces constructions sont transmissibles aux héritiers, pour peu qu'ils continuent à y vivre y travailler. Cette mesure pourra peut-être faciliter la stabilité des nouveaux agriculteurs (Linton Page, 2010).

2.3.2 L'évolution des UBPC

En août 2012, une résolution (574/12) actualisait les règles de fonctionnement des coopératives de type UBPC. Ces dernières obtiennent une personnalité juridique pleine et entière (alors qu'elles dépendaient auparavant du Ministère de l'Agriculture pour certaines actions ou opérations (notamment comptes en pesos convertibles). Elles pourront avoir accès directement au crédit bancaire. Les relations commerciales avec le Ministère de l'Agriculture relèvent dorénavant de contrats précis (pouvant aller à plus d'une centaine de pages), et non plus de conventions non contraignantes. Elles concernent aussi bien les intrants que partie de la commercialisation. La nomination de leurs représentants est dorénavant totalement autonome du Ministère de l'Agriculture. Les mécanismes du fonctionnement démocratique de ces coopératives sont précisés, ainsi que le principe d'une démarche générale de déconcentration en collectifs de taille plus réduite.

2.3.3 Les coopératives de second degré

La réactualisation des textes légaux sur les coopératives est en cours. Les orientations données par le VI^e congrès du PCC en dessinent toutefois les grandes lignes. L'introduction de la notion de coopérative de second degré (Art. 29) permettra à des coopératives de production de mutualiser des fonctions qu'elles ne peuvent à ce jour seules (commercialisation, regroupement d'achats, mécanisation partagée, transformation des matières premières, conseil technique, gestion ...) (Marzin, 2012). De la nature des fonctions qui seront finalement autorisées dépendra l'ampleur de la mue du mouvement coopératif. Les négociations en cours au sein des autorités compétentes sont ardues car elles mettent parallèlement en jeu une recomposition plus ou moins forte du rôle du Ministère de l'Agriculture.

2.4 Quelques spécificités de l'agriculture cubaine

2.4.1 Un gradient d'efficacité selon les formes d'organisation

Il est reconnu depuis l'effondrement du bloc soviétique que le secteur privé individuel de l'agriculture (producteurs indépendants et CCS) a une efficacité supérieure aux autres formes de production. Nova (2011) reporte qu'avec 24.4 % de la SAU, les producteurs privés produisent 57 % de l'alimentation du pays. Cette importance du secteur privée agricole est reconnue depuis le début des années 1990. Les formes coopératives à propriété collective connaissent des succès variables, en général liés à la dotation en facteurs de production (ressources naturelles, mais surtout investissements subventionnés par l'État pour les systèmes d'irrigation, d'abris pour les cultures ou de mécanisation). La productivité du travail y est plus faible, et donc les niveaux de rémunération. Les conditions de vie et de travail aussi, ce qui explique le turn-over très élevée des « coopérateurs », qui se considèrent souvent plus comme des salariés que comme des membres de la coopératives. Ils dépassent en général les 30 %. Le très grand dynamisme du marché du travail cubain contribue à expliquer ce chiffre élevé.

2.4.2 Une situation sui generis : faible productivité des facteurs, et bonne rémunération du travail dans l'agriculture

Faute d'investissements notables depuis plus de 20 ans, l'agriculture cubaine est peu mécanisée. La flotte de tracteurs encore en fonctionnement est principalement utilisée pour le transport des travailleurs (qui ne logent pas pour leur majorité sur leur lieu de travail, mais dans les villages environnants). La traction animale est largement développée pour les travaux de travail du sol (boeufs) et pour le transport (chevaux). De nombreuses façons culturales restent manuelles. Ce qui explique la très faible productivité du travail dans l'agriculture cubaine. Des chiffres issus de suivi de coopératives au début des années 2000 permettent d'estimer des ordres de grandeurs. En l'absence d'investissements bouleversant les modes de production, ces chiffres restent globalement valables. Dans les unités de production laitières (secteur des coopératives), la productivité varie autour de 3 à 7 000 litres de lait par travailleur ; le chiffre d'affaire annuel par travailleur est de l'ordre de 2 à 300 euros, mais cela correspond à une dizaine de salaires mensuels. Ce qui explique que les salaires des producteurs, quoique très variables, sont dans la frange supérieure des revenus cubains (2 à 3 fois le revenu moyen ⁽²⁾, parfois beaucoup plus). C'est sans doute ce qui explique le succès de la redistribution de terre. Cependant, cette dynamique est très fragile. D'abord, les prix agricoles aujourd'hui élevés, peuvent baisser soit par l'intervention de l'État (fixation de prix maximum), soit par le jeu de l'offre croissante qui pèsera sur les cours. Les marges de progrès sont énormes, dès que des intrants seront accessibles. Ensuite, les prix des produits agricoles n'intègrent pas encore le coût réel des intrants et des équipements, actuellement largement subventionnés à cause du système de double monnaie (monnaie nationale et monnaie convertible).

Ce système en transition entre une coordination hiérarchique et l'introduction progressive de mécanismes de l'économie de marché, dans une situation générale de pénurie, explique que le système coopératif pourra jouer un rôle essentiel dans l'évolution de l'agriculture cubaine.

² 455 pesos, soit environ 15 euros

3 LES DYNAMIQUES AGRICOLES ET LE RÔLE DU COOPÉRATIVISME

3.1 Propriété privée, individuelle ou collective ?

Les besoins d'investissements sont énormes : pour la mécanisation, la motorisation, les infrastructures de production et d'élevage, de stockage et de transformation des produits agricoles. Ces investissements sont essentiels pour augmenter la productivité du travail, qui à son tour garantira une augmentation de la rémunération du travail. Si l'accès individuel au crédit a été élargi, la faible disponibilité d'intrants et de biens d'équipements justifie que des investissements collectifs soient opérés. Le système coopératif, de premier ou second degré pourra y jouer un rôle fondamental.

S'il est clair que la production étatique est amenée à se réduire à Cuba dans les prochaines années, un enjeu fort concerne la forme de propriété privée (Nova, 2011): individuelle (type CCS) ou collective (type CPA). Les CCS ont montré leur supériorité productive dans un environnement spécifique : absence de marché des intrants, pénurie de biens d'équipements. Le facteur travail y est mieux rémunéré que dans les autres formes de production. Cependant, si les contraintes à l'investissement se desserrent, les formes de propriété collectives ne gagneraient elles pas des avantages comparatifs non seulement pour la valorisation de ces derniers (économies d'échelle classiques), mais aussi dans l'organisation du travail, les avantages sociaux (Mesa-Lago, 2011) et la qualité de la vie.

Il est clair que la teneur de la future réglementation régissant les coopératives jouera un rôle fondamental dans les évolutions de ces deux formes distinctes du coopérativisme cubain (Piñeiro, 2011) : les modes d'imposition (et les niveaux d'exonération fiscale), les différentiels de taxation entre un auto-emploi et un emploi salariés pèseront sur ces évolutions.

3.2 Les fonctions des coopératives du second degré, l'ouverture de la loi des coopératives aux coopératives de service

Des gisements énormes de productivité existent pour l'agriculture cubaine (Douzant-Rozenfield, 2002): la politique de substitution aux importations de produits alimentaires ⁽³⁾ devrait se traduire par une accessibilité accrue aux intrants agricoles, dans des magasins dédiés. D'énormes pertes post-récolte pourraient être réduites si une articulation plus forte existait entre la production agricole et la transformation (artisanale ou industrielle). Le système de commercialisation pourrait être amélioré par une efficacité accrue du système de transport des marchandises. Ces fonctions (approvisionnement, transformation, transport, et dans une moindre mesure commercialisation) sont encore de la responsabilité de l'État. Les discussions en cours sur la loi des coopératives sont ouvertes : quelles seront les domaines dans lesquels les coopératives de second degré pourront s'investir ? Quelles seront les règles juridiques régissant leur exercice ?

D'autre part, des fonctions de services assistance technique, conseil juridique, comptabilité-gestion) devraient être ouvertes aux coopératives, au-delà du secteur agricole. Là aussi, la coopération agricole pourrait se développer fortement

³ Les devises investies dans l'achat en devises d'intrants et de biens d'équipement viendraient réduire les dépenses en produits alimentaires

3.3 Quelles leçons tirer pour les CUMA intégrales ?

L'expérience de 30 ans des CPA à Cuba permet de pointer deux éléments :

- Le choix qui a été fait à Cuba dans les années 1970 de la mise en commun de propriétés individuelles, de leur fusion dans un tout collectif sans rémunération individuelle du capital apporté (pas de rémunération de parts sociales, ni remboursement du capital social en cas de départ) a mis sur un pied d'égalité les coopérateurs qui apportaient des moyens de production et ceux qui rentraient avec leur seule force de travail. Cette égalité n'a pas posé de problèmes majeurs à la première génération de coopérateurs qui trouvaient leur motivation dans l'intérêt du travail collectif, de la mécanisation et de l'amélioration de la qualité de vie (notamment grâce à la promesse de l'octroi de retraites au taux maximal aux exploitants âgés n'ayant pas forcément cotisé). Par contre, rapidement, ce choix s'est traduit par un sentiment de « désappropriation » de ce bien collectif. Les coopérateurs sont devenus plus des salariés que des membres de la coopérative. C'est très net pour la seconde génération de coopérateurs qui ont souvent choisis un emploi hors de la coopérative, et n'ont gardé que leur logement au sein de la coopérative. Il est clair que l'émergence en France de CUMA intégrales se fait dans des conditions différentes : groupes plus réduits, volontariat des coopérateurs, rémunération du capital apporté. Cependant, pour que cette formule ait un avenir, il faut anticiper la nécessité d'une grande souplesse lors de changements dans les trajectoires familiales des coopérateurs (mariages, divorces et successions).
- L'absence de valorisation patrimoniale par un marché foncier a donné une grande souplesse aux trajectoires des coopérateurs. Si certains ont été agriculteurs toute leur vie, nombreux sont les actifs dans l'agriculture cubaine qui ont eu des expériences professionnelles dans d'autres secteurs de l'économie, ou dans d'autres fonctions que la production agricole. Ces carrières riches, militent pour une certaine déconnexion entre la propriété du capital productif (au moins le foncier) et le patrimoine familial. Des formules de sociétés foncières (privées, publiques ou mixtes) pourraient alléger le niveau d'engagement du capital familial dans l'agriculture, faciliter l'installation de jeunes agriculteurs issus du monde agricole (en réduisant les soultes à payer aux frères et sœurs) ou non (en leur permettant de limiter les investissements aux matériel, bâtiments et cheptel. Les CUMA intégrales pourraient alors être un outil complémentaire à ces sociétés foncières.

Cette idée mérite cependant un approfondissement des analyses, notamment en ce qui concerne les perceptions des acteurs. Un croisement des résultats dans les deux pays serait particulièrement intéressant.

4 BIBLIOGRAPHIE

• Articles

DEERE, C. D., N. PEREZ, ET AL. (1994). The view from below: Cuban agriculture in the 'special period in peacetime'. *Journal of Peasant Studies* 21(2): p.194-234.

DELGADO GUERRA, S. 2012. Decreto-Ley 300: una inyección a la productividad. *Periódico Granma*. La Habana. Año 16. Número 295. Jueves 25 de octubre de 2012.

DOUZANT-ROZENFIELD, D. (2002). Les défis du développement de l'agriculture cubaine. *Les Cahiers des Amériques latines*. N° 31-32, pp 21.

- GONZALEZ C.A.M. 2012 Ensayo critico sobre el cooperativismo agricola en Cuba. *Revista Tema. N°*
- JIMÉNEZ GUETHÓN R. Y ALMAGUER GUERRERO R. 2003. El cooperativismo cubano: historia, presente y perspectivas. *UniRcoop* • Vol. 1, N° 2, pp 178-200
- LINTON PAGE, T. (2010). "Can the State Create Campesinos ? A Comparative Analysis of the Venezuelan and Cuban Repeasantization Programmes." *Journal of Agrarian Change* 10(2): 251–272.
- MARZIN, J. (2012). "Réforme économique ou cure de minceur du modèle social ? Les orientations du Vie congrès du Parti Communiste Cubain." *Cahiers des Amériques Latines*(67): 10.
- MESA-LAGO, C. AND P. VIDAL-ALEJANDRO (2011). "The Impact of the Global Crisis on Cuba's Economy and Social Welfare." *Journal of Latin American Studies* 42(04): 689-717.
- NOVA GONZÁLEZ, A. (2004). El cooperativismo: línea de desarrollo en la agricultura cubana 1993-2003. Latin American Studies Association. XXV International Congress, Las Vegas Nevada, USA.
- NOVA GONZÁLEZ, A. 2011. La propiedad en la Economía Cubana. *Revista Tema. N°*
- RIVERA RODRÍGUEZ, C.A; LABRADOR MACHÍN, O. ET ALFONSO ALEMÁN, J.L. 2006. El cooperativismo agropecuario: una vía para el desarrollo económico, productivo y social en el modelo económico cubano. *Revista de Ciencias Sociales* XII N°2 Maracaibo

- **Ouvrages**

- PÉREZ, N., M. GARCÍA, ET AL. 1994. Autogestión y participación en las Unidades Básicas de Producción Agropecuaria (UBPC). Universidad de La Habana. EER. Departamento de Sociología. La Havane.
- PIÑEIRO HARNECKER, C. (eds) 2011. Cooperativas y socialismo. Una mirada desde Cuba. Editorial Caminos. La Habana. 419 pp
- VALDÈS PAZ, J. (1997). Procesos agrarios en Cuba 1959-1995. Cali, Instituto cubano del libro.

- **Chapitres d'ouvrages**

- ALVAREZ LICEA, M. D. (2006). Estructuras de producción y sostenibilidad en la agricultura campesina. In Fúnez F. y Pérez N. (eds) *Transformando el campo cubano*. ACTAF. La Habana.
- NOVA GONZÁLEZ, A. 2011b. Valoración del impacto de las medidas más recientes en los resultados de la agricultura. In Perez Vilanueva O.E. *Political economy of change in Cuba*. Bilder, pp 87-104
- PÉREZ ROJAS, N. ET ECHEVARRÍA LEÓN, D. 2006. Las Unidades Básicas de Producción Cooperativa cubanas (1993-2003). Análisis para un debate. In: de Grammont, H.C. *La construcción de la democracia en el campo latinoamericano*. CLACSO, Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales, Buenos Aires. Pp 243-259.
- PIÑEIRO HARNECKER, C. 2012. La contribución de las cooperativas para la actualización del modelo económico cubano. In Nova A. *Miradas de la economía cubana*. CEEC. La Habana. pp

- **Rapports**

ROSSET, P. M., B. MACHÍN SOSA, ET AL. 2011. "The Campesino-to-Campesino agroecology movement of ANAP in Cuba: social process methodology in the construction of sustainable peasant agriculture and food sovereignty." n.p.